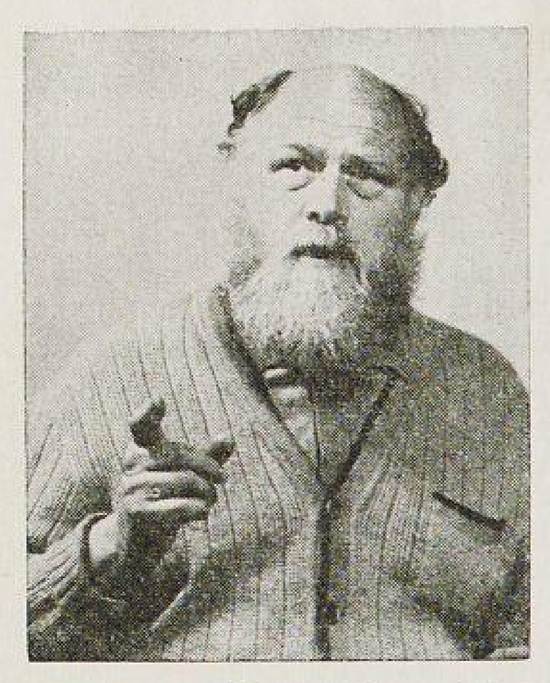


ELECTIONS LEGISLATIVES
14 JUIN 1981

ALTERNATIVE 81 P.S.U.
ECOLOGIE



André CHRISTOPHE

André CHRISTOPHE, 53 ans, père de famille.

— Ancien Résistant, ancien militaire démissionnaire pendant les événements d'Algérie en 1961.

— De 1968 à 1975, travailleur social, directeur d'établissements d'accueil pour les travailleurs migrants.

— Depuis 1976 il est recyclé comme agriculteur à GRANDMONT, conseiller municipal de la commune de Saint-Sylvestre, il démisionne, à la suite des événements de GRANDMONT : il a participé activement à la lutte pour la préservation de l'environnement et contre le pillage du pays par la direction de la COGEMA.

Marie CELER

Marie CELER, suppléante, 35 ans, mère de famille.

— Médecin de Protection maternelle et infantile.

— Militante du P.S.U. et militante syndicale.

— Ancienne candidate aux élections législatives et municipales à Limoges.

UN LIMOUSIN VIVANT... ?
OUI, EN BATTANT LA DROITE, AVEC TOUTE LA GAUCHE

Dans un pays qui n'en finit plus de s'éteindre ; où de recensement en recensement, le nombre d'habitants décline, où les campagnes vieillissent à en mourir, où les fermetures d'entreprises entraînent la liquidation de la classe ouvrière d'ici, où l'enrésinement va de pair avec l'extraction effrénée de l'uranium, où l'exode parisien est souvent la seule assurance, combien précaire ! contre le chômage ; dans un pays si pauvre parce qu'on le pille tant ; que faire ?

Que faire quand, par ailleurs, l'espoir renaît avec la gauche qui, en s'additionnant, a permis de battre la droite aux présidentielles ?

Il faut très vite que le peuple de ce pays se donne des objectifs de lutte ambitieux, imagine un développement anti-capitaliste, radicalement neuf, alternatif, et trouve l'énergie de l'imposer.

Les quelques orientations qui suivent constituent la trame de ce projet, premier pas vers l'autogestion socialiste.

Assez de ces notables qui décident en secret de ce que sera demain notre vie : **nous voulons contrôler aujourd'hui pour décider demain.**

DU TRAVAIL ! DU TEMPS POUR VIVRE !

• NOUS NE VOULONS PLUS voir les entreprises fermer et les travailleurs perdre leur emploi, alors que les patrons qui ont exercé pendant des années le chantage aux salaires vont placer ailleurs leurs profits.

• NOUS NE VOULONS PLUS dans les administrations et les services, des régimes féodaux imposés par des petits chefs, tyranniques à l'égard de leurs subordonnés, serviles devant leurs supérieurs, complaisants pour les interventions des notables qui entretiennent « l'assistance » des gens modestes par la toute puissance du système du « plaçou ».

• AU CONTRAIRE, NOUS VOULONS **la fin des privilèges.** NOUS VOULONS les 35 heures tout de suite et les 30 heures très vite, pour travailler toutes et tous en partageant tout le travail. Utopie ? Et les 40 h en 1936, n'était-ce pas utopique ?

• NOUS VOULONS le contrôle des travailleurs et des usagers sur les administrations que l'on contraindra à abandonner leur manie du secret.

UN HOMME SUR DEUX EST UNE FEMME

Huguette Bouchardeau l'a dit au cours de sa campagne présidentielle :

• UN HOMME SUR DEUX EST UNE FEMME. L'humour ne doit pas nous faire oublier la réalité : NOUS NE VOULONS PLUS de discrimination, plus d'aucune oppression, même les plus minuscules.

•A l'inverse, c'est le même droit à l'emploi, la même formation et le même salaire pour toutes et tous que nous revendiquons ; c'est le partage du travail ménager et de l'éducation des enfants que nous souhaitons voir généraliser ; c'est la liberté pour les femmes d'avoir des enfants quand elles veulent et si elles veulent que nous réaffirmons...

NON AU NUCLEAIRE CIVIL ET AUSSI MILITAIRE

• NOUS NE VOULONS PLUS de constructions d'installations nucléaires, ni d'ouverture de mines.

• NOUS REFUSONS une orientation énergétique dictée par les trusts du nucléaire et qui implique un quadrillage militaire du territoire.

• ICI, le problème des mines d'uranium est grave : Assèchement des sources, saccages des sites et des routes, pollution radioactive des eaux, activité agricole mise en péril, attitude répressive des autorités (gardes mobiles à GRANDMONT). Le tableau est bien celui d'une situation coloniale.

• AU CONTRAIRE, NOUS EXIGEONS la diversification des sources d'énergie et le lancement de recherches sur les énergies renouvelables (biomasse...) et bien sûr, l'abandon de tout projet de stockage de déchets radioactifs.

Sur ces questions nous exigeons un débat démocratique assorti d'un contrôle permanent des travailleurs, des populations locales, des associations de défense et de consommateurs, des élus locaux sur l'activité des Sociétés minières.

• Enfin le nucléaire c'est aussi la bombe, ridicule bien que ruineuse. Son remplacement par une défense populaire nous rendra réellement indépendants des deux blocs, et nous permettra d'engager d'autres rapports avec le tiers monde. Contre l'escalade suicidaire des armes, souvenons-nous qu'un sous-marin nucléaire = l'importation de blé par l'Afrique pour un an.

UN MONDE RURAL DYNAMIQUE...

• IL NE FAUT PAS QUE :

— Les petits agriculteurs voient leurs revenus baisser régulièrement et que la campagne limousine se transforme à cause de l'exode rural, en désert vert, en réserve touristique ou en poubelle nucléaire.

— Les petites exploitations rurales meurent au profit du capitalisme foncier, que les terres cultivables deviennent des forêts de résineux : refuge financier de certains possédants, que les petits artisans et commerçants s'exténuent au travail pour des revenus de misère.

— Les organismes chargés de la répartition de la terre aux agriculteurs se transforment en spéculateurs.

• AU CONTRAIRE, NOUS PROPOSONS :

— Que chacun puisse vivre de son travail, soit assuré d'un revenu minimum correct et qu'un développement régional permette aux jeunes de vivre au pays.

— Que la terre reste à ceux qui la travaillent avec droit de décision sur son utilisation (que les besoins du marché ne soient pas les seuls à orienter la production).

— Que l'épargne et les ressources financières locales soient effectuées sur place et servent aux investissements locaux.

PAIS D'OC...

• IL NE FAUT PAS que s'éteigne la civilisation limousine occitane. Il ne faut pas que ce peuple qui a toujours murmuré ses peines ou clamé sa joie en oc soit dépossédé de sa langue et de sa culture...

• AU CONTRAIRE, NOUS PRECONISONS la généralisation de l'enseignement de l'occitan, la réhabilitation de l'histoire et des cultures populaires locales, la multiplication des rapports, avec les autres régions occitanes dans la perspective de l'autonomie, avec les peuples opprimés de l'hexagone qui exigent l'abrogation de la Constitution présidentialiste de la V[e] République.

Dans l'immédiat, la création à LIMOGES d'une « Maison de l'Occitanie » animée par les associations occitanistes constituerait le tout premier pas dans la voie de la reconquête dela fierté d'être ici.

LIBERTÉS !
LIBERTÉ !

Au cours du règne de la droite, la dégradation des libertés a pris un tour véritablement dramatique. De la loi « anti-casseur » à celle dite « sécurité et liberté » en passant par les lois BARRE - BONNET - STOLERU écartant comme indésirables le plus possible d'immigrés, on constate une tendance permanente, pour le pouvoir, à travers des propos démagogiques et cyniques, à utiliser les juges à son profit.

Alors que la justice ne parvient pas à éclaircir certaines affaires criminelles, les tribunaux sanctionnent non-violents et autres objecteurs de conscience. Sous prétexte de s'en prendre à la prétendue montée de la violence, ils sévissent contre les petits délinquants. (Tout simplement des chômeurs coupables de vols de yaourts dans un grand magasin.)

« Pour une justice plus humaine et authentiquement rendue au nom du peuple », il faut d'abord et avant tout assurer son indépendance », vieille idée jamais appliquée dans les faits. Cette démarche passe par le préalable de la suppression de toutes les juridictions répressives d'exception (Cour de sûreté de l'Etat, T.P.F.A.).

Au-delà, il faut étendre toutes les libertés (radios libres, référendum d'initiative populaire, droits égaux pour les immigrés, libertés syndicales...).

LA GAUCHE PEUT TOUT CELA SI NOUS SOMMES LA

Nous, c'est-à-dire : des féministes, des écologistes, des militants autogestionnaires, des membres d'associations, des syndicalistes, des occitanistes, des militants du P.S.U.

Nous savons qu'il n'y a pas de changement sans développement des luttes sociales. Nous constituons une force politique autonome indispensable. A côté de la gauche P.S./P.C., cette force nouvelle doit s'affirmer, reprenant l'acquis de mai 68 et des douze dernières années, restant à l'écoute du monde d'aujourd'hui et apportant la critique indispensable.

Nous devons prendre notre place en tant que partie intégrante de la nouvelle majorité, sans perdre notre identité, sans allégeances ni discipline pré-établie, si ce n'est l'engagement absolu qu'en aucun cas nous ne rejoindrons la droite.

Oui dès lors qu'il n'y a pas de danger de droite en Haute-Vienne, voter : « ALTERNATIVE 81 » P.S.U., nous disons que c'est loin d'être inutile...

IMP. FUMOUX - THIVIERS